

<https://www.observatoire-collectivites.org/spip.php?article9870>

Revue de presse juridique territoriale & associative - juin 2026

- Actualité - L'actu des revues juridiques -



Date de mise en ligne : vendredi 28 août 2026

Copyright © Observatoire Smacl des risques de la vie territoriale &
associative - Tous droits réservés

Associations | Construction | Contrats & Commande publique | Démocratie locale & élections | Domaine & patrimoine | Environnement | Finances publiques | Fonction publique | Intercommunalité | Pouvoirs de police & sécurité | Sécurité civile | Responsabilité, compliance & transparence de la vie publique | Urbanisme

Associations

- Comment gérer la protection des données des adhérents ? - **Pierre FAUCON**

L'application du RGPD aux associations révèle une tension entre uniformité normative et diversité des capacités opérationnelles. Le principe de minimisation, en lien étroit avec la finalité des traitements des données personnelles, constitue à cet égard un levier particulièrement efficace pour concilier conformité et pragmatisme. Cependant, un certain nombre de prescriptions sont à respecter

JURISASSOCIATIONS, n°740, 1er juin 2026

- La pertinence de la forme associative - **Colas AMBLARD**

L'autoconsommation collective organise le partage local d'une même production d'électricité entre producteurs et consommateurs réunis au sein d'une seule et même personne morale. C'est cette fonction assumée par la personne morale organisatrice (PMO) qui explique actuellement le recours fréquent au modèle associatif

JURISASSOCIATIONS, n°741, 15 juin 2026

- Quel bail pour un local associatif ? **Pierre DELICATA**

ASSOCIATIONS MODE D'EMPLOI, 1 juin 2026

- Associations : cartographie des obligations comptables - **Firas DERBEL**

ASSOCIATIONS MODE D'EMPLOI, 13 juin 2026

- Groupements d'employeurs : attention aux activités comptables ! - **Brieuc APFFEL**

ASSOCIATIONS MODE D'EMPLOI, 23 juin 2026

Construction

- Quelle action des constructeurs condamnés au titre de la garantie décennale contre le maître d'ouvrage ? -
Vivien BEAUJARD

Le Conseil d'État juge que les constructeurs définitivement condamnés au titre de la garantie décennale sont recevables à engager une action en responsabilité pour faute contre le maître d'ouvrage.

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES n° 26, 29 juin 2026, act. 323

Contrats & commande publique

- Technique des trois devis : quels recours pour le « consulté évincé » ? - **Jean-David DREYFUS**

AJ COLLECTIVITÉS TERRITORIALES 2026 p.323

- La liberté de négociation des personnes publiques dans les contrats de concession - **Nakome NAKPIERI**

La liberté de négociation des personnes publiques en matière d'attribution des contrats de concession est consacrée. Le recours à cette liberté favorise la concurrence et permet d'assurer le bon usage des deniers publics. Cependant, les modalités relatives au déroulement de la négociation ainsi que le contenu de celle-ci regorgent quelques incertitudes, qui méritent d'être clarifiées. Les prochaines réformes annoncées du droit des contrats de la commande publique pourraient être l'occasion d'engager ces transformations.

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES n° 22, 1 juin 2026, 2175

- Caractère fautif du motif invoqué pour déclarer sans suite une procédure après l'attribution du contrat -
Jean-Sébastien BODA
- Solution. – Les personnes publiques disposent de la faculté, exorbitante à bien des égards, de déclarer sans

suite une procédure de passation d'un contrat à tout moment, y compris après son attribution, tant que le contrat n'est pas signé. Reste que cette décision fait grief et que le juge administratif en contrôle la légalité.

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES n° 22, 1 juin 2026, 2176

- Coup de projecteur sur les techniques d'achat - **Léa GIRARD**

LA GAZETTE DES COMMUNES, 8 juin 2026

- Comment informer les candidats évincés - **Mélanie ROUSSEL**

LA GAZETTE DES COMMUNES, 8 juin 2026

- La mise en oeuvre du critère environnemental obligatoire dans la commande publique - **Julia GRESEQUE**

LA GAZETTE DES COMMUNES, 8 juin 2026

- Ce que change la loi de simplification de la vie économique - **Maxime AMBROSIE**

Seuils réhaussés, vaientes autorisées, Semop, Vefa, dématérialisation... De nombreuses mesures viennent modifier le droit applicable

LE MONITEUR, 12 juin 2026

- Annulation du contrat par le juge du référé contractuel - **Lucienne ERSTEIN**

•
Pour ne pas être parfaitement conforme aux exigences du règlement de la consultation, l'offre de la société attributaire est irrégulière, comme d'ailleurs celle du concurrent évincé plaignant, provoquant l'annulation du contrat par le juge du référé contractuel (CJA, art. L. 551-18).

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES n° 24, 15 juin 2026, act. 296

- Liberté encadrée pour les marchés à faible montant - **Eric LANZARONNE**

Le Conseil d'Etat laisse le choix à l'acheteur public d'organiser les modalités de publicité et de concurrence des marchés de faible montant. Mais des règles générales du Code de la commande publique vont perdurer

LA LETTRE DU CADRE TERRITORIAL, juin juillet 2026

Démocratie locale

- Les compétences respectives du conseil municipal et du maire - **G. D. - MARILLIA**

LA VIE COMMUNALE ET DEPARTEMENTALE, n°1171, juin 2026

- La suppléance du maire

LA VIE COMMUNALE ET DEPARTEMENTALE, n°1171, juin 2026

- Les droits de l'opposition

LA VIE COMMUNALE ET DEPARTEMENTALE, n°1171, juin 2026

- Le maire et la police de l'assemblée - **Jean Christophe POIROT**

JOURNAL DES MAIRES, juin 2026

-

Le statut de l'élu local confronté aux applications concrètes de la laïcité - **Sandrine BIAGINI-GIRARD**

Le règlement intérieur d'un conseil municipal peut prohiber le port de tout signe religieux ostensible par un élu local, sans porter une atteinte grave et manifestement illégale à une liberté fondamentale.

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES n° 22, 1 juin 2026, 2178

- 105 conseils pour bien commencer son mandat - supplément Journal des maires

JOURNAL DES MAIRES, juin 2026

- Et si l'IA favorisait la défiance entre agents et élus ? - **Léna JABRE**

La prudence reste de mise dans les services juridiques, alors que l'utilisation de l'intelligence artificielle générative gagne du terrain dans les collectivités

LA GAZETTE DES COMMUNES, 29 juin 2026

- L'adoption du nouveau règlement intérieur - **Guillaume DUMAS**

LES CAHIERS JURIDIQUES DE LA GAZETTE, n°283, juin juillet 2026

Domaine & patrimoine

•

Le préfet dispose-t-il d'une marge d'appréciation dans la fixation des conditions financières des autorisations d'occupation ou d'utilisation du domaine public de l'État ? - **Vivien BEAUJARD**

Le Conseil d'État rappelle qu'il appartient uniquement au directeur départemental des finances publiques de fixer ces conditions financières, que le préfet ne fait que reporter ensuite sur le titre autorisant l'occupation ou l'utilisation du domaine public de l'État. En cas d'annulation par le juge, ces conditions financières sont divisibles de l'occupation délivrée.

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES n° 24, 15 juin 2026, act. 297

•

Les droits réels sur le domaine privé - **Philippe YOLKA**

Évoqués de temps à autre par une doctrine qui n'y voit pas un sujet d'intérêt majeur, les droits réels sur le domaine privé recoupent pourtant des enjeux économiques considérables et ils se sont notablement diversifiés, ce qui justifie un petit tour d'horizon. Aux formes traditionnelles (servitudes, usufruit, emphytéose, superficie) s'ajoutent non seulement le bail à construction (ou, dans une moindre mesure, à réhabilitation), mais aussi les baux réels immobiliers qui prolifèrent depuis les années 2010 (BRILO, BRS, BRSA, BRAEC), sans préjudice de formes plus originales (DRJS, ORE).

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES n° 24, 15 juin 2026, 2196

•

Le patrimoine culturel local : notion et enjeux - **Jean-Marie PONTIER**

AJ COLLECTIVITÉS TERRITORIALES 2026 p.298

•

Églises : un patrimoine en danger - **Jean-Marie PONTIER**

AJ COLLECTIVITÉS TERRITORIALES 2026 p.302

•

Retour sur le rapport de la Cour des comptes « Les collectivités territoriales face aux enjeux de leur patrimoine monumental » - **Sébastien SAUNIER**

AJ COLLECTIVITÉS TERRITORIALES 2026 p.305

- Collectivités territoriales et personnes privées : des relations particulières - **Jean-David DREYFUS, Tristan GIL**

AJ COLLECTIVITÉS TERRITORIALES 2026 p.307

- Focus sur... la protection du « petit patrimoine » - **Pierre NOUAL**

AJ COLLECTIVITÉS TERRITORIALES 2026 p.311

- La compétence « archives » des collectivités territoriales - **Sophie MONNIER**

AJ COLLECTIVITÉS TERRITORIALES 2026 p.315

Eau

- « Les collectivités ne peuvent plus rester seules face aux PFAS » - **Alban BRUNEAU**

Face à la contamination croissante aux PFAS, les collectivités se retrouvent en première ligne, souvent sans moyens ni accompagnement de l'État. Entre urgence sanitaire, injustice financière et manque de coordination nationale, les élus tirent la sonnette d'alarme.

WEKA LE MAG 27, p.18

Environnement

- Que prévoit la directive sur la surveillance des sols ? - **Julie CAZOU**

LA GAZETTE DES COMMUNES, 1er juin 2026

- La tierce opposition comme voie de contestation d'une autorisation environnementale délivrée par le juge - **Pierre-Yves SAGNIER**

Le Conseil d'État a admis la recevabilité d'une tierce opposition formée par des associations nationales agréées pour la protection de l'environnement contre un jugement ayant délivré une autorisation environnementale, alors même qu'une association locale de protection de l'environnement était intervenue à l'instance initiale.

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES n° 24, 15 juin 2026,

2197

- La pollution lumineuse fait l'objet d'un jugement inédit - **Sylvie LUNEAU**

La justice administrative vient d'enjoindre la ville de Toulouse à faire respecter la réglementation en matière de nuisance lumineuses. Une première

LA GAZETTE DES COMMUNES, 15 juin 2026

- Vers une gestion des risques plus lisible et plus efficace - **Clémence DU ROSTU**

LES CAHIERS JURIDIQUES DE LA GAZETTE, n°283, juin juillet 2026

- Que prévoit la directive sur la surveillance des sols ? - **Julie CAZOU**

LES CAHIERS JURIDIQUES DE LA GAZETTE, n°283, juin juillet 2026

Finances publiques

- Les compétences non juridictionnelles des juridictions financières . - Le suivi des recommandations par les CRTC, le contrôle de clubs sportifs et les leçons données par la Cour des comptes sur la situation budgétaire au début de l'année 2026 - **Stéphanie DAMAREY, Laure GERARD, Émilie MOYASAN et Nicolas PEHAU**

Cette deuxième partie de la chronique des juridictions financières, consacrée aux compétences non juridictionnelles du juge financier, débute avec une analyse consacrée au suivi des recommandations formulées par les chambres régionales et territoriales des comptes, se poursuit avec un focus consacré aux contrôles réalisés par ces mêmes chambres sur les clubs sportifs et s'achève avec une présentation des leçons qu'il convient de retirer du dernier rapport de la Cour des comptes sur la situation des finances publiques.

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES n° 23, 8 juin 2026, 2182

Fonction publique

- Élections professionnelles 2026 dans la FPT : vade-mecum préparatoire - **Laura DERRIDJ**

Les agents des trois versants de la fonction publique seront appelés à voter pour le renouvellement général des organismes consultatifs, à savoir pour la « territoriale »,

les CST, les CAP et les CCP. La date des prochaines élections a été fixée au 10 décembre 2026, date butoir en cas de recours au vote électronique. D'ici l'installation des représentants du personnel, pour 4 ans théoriquement, les opérations se poursuivent.

WEKA LE MAG 27, p.22

-

Mobilités public-privé : quelles précautions prendre ? - **Vanessa RIBAS-BOURGUIGNON**

Après les élections municipales, les mobilités public-privé se multiplient : renouvellements de cabinets, reconversions d'agents, passages vers le secteur concurrentiel. Dans ce climat mouvant, les contrôles déontologiques par le référent et la HATVP s'imposent pour préserver intégrité et confiance publique. Éclairage de Vanessa Ribas-Bourguignon.

WEKA LE MAG 27, p.24

-

Focus sur... les accidents de trajet dans la fonction publique - **Philippe ROUQUET**

AJ COLLECTIVITÉS TERRITORIALES 2026 p.319

-

Vie privée des agents : attention, même en dehors du service ! - **Sophie SOYKURT**

Les agents publics ont droit au respect de leur vie privée mais, y compris hors du bureau, ils restent soumis à des obligations déontologiques particulières

LA GAZETTE DES COMMUNES, 1er juin 2026

-

Le principe de loyauté de la preuve s'oppose-t-il à la prise en compte par le juge administratif d'enregistrements de conversations détenus par un agent public mettant en cause sa hiérarchie, afin de faire présumer l'existence d'un harcèlement moral ? - **DIDIER Jean-Pierre**

Le principe de loyauté de la preuve s'oppose-t-il à la prise en compte par le juge administratif d'enregistrements de conversations détenus par un agent public mettant en cause sa hiérarchie, afin de faire présumer l'existence d'un harcèlement moral ?

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES n° 23, 8 juin 2026, 2189

-

La contractualisation de la fonction publique : accompagner et prévenir plutôt que subir la transformation - **Maël LECOMTE**

Face à la progression continue et significative des agents contractuels dans les trois versants de la fonction publique, la Cour des comptes, dans un rapport rendu public le 5 juin 2026, appelle les pouvoirs publics à mieux anticiper et accompagner une transformation désormais structurelle de l'emploi public

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES n° 24, 15 juin 2026, act. 303

- Tout savoir sur le cumul d'activités - **Caroline VERGER GIAMBELLUCO**

LES CAHIERS JURIDIQUES DE LA GAZETTE, n°283, juin juillet 2026

- Transparence de la vie publique : les réserves déontologiques dans la fonction publique - **Vincent CADOUX**

LES CAHIERS JURIDIQUES DE LA GAZETTE, n°283, juin juillet 2026

- Gérer la démission d'un fonctionnaire - **Nathalie KACZMARCZYK**

LES CAHIERS JURIDIQUES DE LA GAZETTE, n°283, juin juillet 2026

Intercommunalité

- Exploiter une installation de production d'énergie et soutenir financièrement une société de production d'énergie : deux compétences distinctes des communes - **Vivien BEAUJARD**

Les transferts de compétence entre une commune et l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) s'apprécient au cas par cas. Et, en l'espèce, le Conseil d'État rappelle qu'une commune qui a transféré sa compétence à l'EPCI dont elle est membre pour exploiter une installation de production d'énergie conserve la compétence pour soutenir financièrement une société de production d'énergie.

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES n° 22, 1 juin 2026, act. 273

- Commune nouvelle : le cadre juridique institutionnel et financier - **Anne GARDERE**

MAIRES DE FRANCE, juin 2026

Pouvoirs de police

- Nuisances sonores - Intervention du maire

LA VIE COMMUNALE ET DEPARTEMENTALE, n°1171, juin 2026

- Baignades naturelles : quelles obligations pour les maires ? - **Gabriel ZIGNANI**

Chaque été, les noyades font plusieurs centaines de victimes en France. Face à ce risque, les maires disposent d'importants pouvoirs de police pour encadrer les baignades dans les espaces naturels

LA GAZETTE DES COMMUNES, 29 juin 2026

- Nettoyage des déchets à la suite d'une manifestation : qui doit payer ? - **Géraldine BOVI-HOSY**

LA GAZETTE DES COMMUNES, 29 juin 2026

Responsabilité, compliance & transparence de la vie publique

- Record de poursuites et condamnations pour manquements au devoir de probité - **Mathieu LAUGIER**

L'Observatoire SMACL présente, en avant-première, son dernier rapport sur le risque pénal des élus locaux et des fonctionnaires territoriaux. Les poursuites et les condamnations atteignent un nouveau record. Derrière ces statistiques, à interpréter avec prudence, se dessine une tendance : les atteintes à la probité sont davantage sanctionnées par les juges... et l'opinion publique

ACHAT PUBLIC.INFO 19 JUIN 2026

- La certification anticorruption pour une commune : pourquoi ? comment ? - **Véronique de la TOUANNE**

Clamart est la première ville de France certifiée ISO 37001. Cette certification atteste la mise en place d'un système qui garantit les engagements pris en matière de probité. Pourquoi initier cette démarche ? Pour améliorer les pratiques et peut-être recouvrer la confiance perdue dans l'action publique...

WEKA LE MAG 27, p.20

Sécurité civile

- La clarification des missions des professionnels de SIS - **Aurélie AVELINE**

LA GAZETTE DES COMMUNES, 29 juin 2026

Urbanisme

- Quand la réversibilité des bâtiments se heurte au financement des équipements publics - **Pierre LAFFITTE**

Afin d'encourager les collectivités à favoriser la mutabilité des immeubles, une réforme de la fiscalité locale s'impose
LE MONITEUR, 5 juin 2026

- La lutte contre la "cabanisation" bientôt facilitée ? - **Solange de FREMINVILLE**

La lutte contre l'habitat illégal en milieu naturel, agricole ou forestier doit être facilitée, selon le Sénat, qui a adopté une proposition de loi drastique en ce sens

LA GAZETTE DES COMMUNES, 8 juin 2026

- Loi de simplification de l'urbanisme : ce qui change - **Jean Christophe POIROT**

Afin de faciliter la construction de logements, la loi du 26 novembre 2025 offre aux élus de nouveaux outils pour planifier et accompagner les projets. Revue des principales mesures

JOURNAL DES MAIRES, juin 2026

- Quand l'application des risques climatiques s'impose dès le dépôt du dossier d'autorisation - **Johanna LEPLANOIS**

La collectivité peut refuser un permis en cas de sécheresse. Même si des prescriptions auraient pu être envisagées

LE MONITEUR, 12 juin 2026

- Délibération approuvant un PAE : les mesures de publicité complémentaires sont sans incidence sur son exécutivité - **Lucienne ERSTEIN**

La délibération approuvant un programme d'aménagement d'ensemble (PAE) est exécutoire une fois accomplies les formalités de publicité de droit commun (CGCT, art. L. 2131-1 et s.) et de transmission au représentant de l'État, même si elle n'a pas encore été affichée, ni publiée dans la presse.

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES n° 23, 8 juin 2026, act. 285

- ZAN : une transformation du modèle économique de l'aménagement

Dans un rapport publié le 29 mai 2026, l'Inspection générale des finances (IGF) et l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) analysent les effets économiques de l'objectif de « zéro artificialisation nette » (ZAN) instauré par la loi Climat et Résilience. Les auteurs concluent que la sobriété foncière ne constitue pas un frein à l'activité de construction, mais qu'elle impose une profonde évolution du modèle économique de l'aménagement, jusqu'alors largement fondé sur l'urbanisation de nouveaux terrains à faible coût.

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES n° 23, 8 juin 2026, act. 290

- Le bénéfice du régime des travaux sur constructions existantes en cas de fin de validité du permis de construire

ou d'achèvement de la construction autorisée - **Fouad EDDAZI**

Le bénéfice du régime des travaux sur constructions existantes en cas de fin de validité du permis de construire ou d'achèvement de la construction autorisée

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES n° 23, 8 juin 2026, 2191

- Contentieux de l'urbanisme : possibilité encadrée de régulariser un recours administratif non notifié - **Jean-Loup MIRABEL**

Le Conseil d'État précise que lorsqu'il est remédié à une omission de notification d'un recours administratif contre un arrêté accordant une autorisation d'urbanisme, en vertu de l'article R. 600-1 du Code de l'urbanisme, par l'envoi d'un second recours administratif, le délai de recours contentieux est prorogé à compter de l'envoi du recours administratif initial, que le second diffère ou soit identique au premier.

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES n° 23, 8 juin 2026, 2192

- La mutation du régime du droit de délaissement en emplacements réservés - **Philippe PEYNET**

LA GAZETTE DES COMMUNES, 15 juin 2026

- Le permis modificatif peut intervenir en cours d'instance malgré l'achèvement du projet - **Lucienne ERSTEIN**

Un permis de construire modificatif peut être utilement sollicité au cours d'une instance dirigée contre le permis initial, pour en obtenir la régularisation, même si les travaux sont achevés.

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES n° 25, 22 juin 2026, act. 311

- Il y a en principe urgence à suspendre un retrait d'autorisation - **Paul GASNIER**

La condition d'urgence est présumée en matière de référé-suspension dirigé contre un retrait d'autorisation d'urbanisme.

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES n° 26, 29 juin 2026, act. 326

- Modification d'une demande de permis de construire à l'extrême limite du délai d'instruction - **Olivier LE BOT**

À l'occasion d'un second pourvoi dans l'affaire Commune de Gorbio, le Conseil d'État réaffirme sa jurisprudence ouvrant au pétitionnaire la faculté de modifier sa demande de permis de construire en cours d'instruction et les conséquences qui en résultent sur la computation du délai d'instruction. Il estime que les principes issus de cette jurisprudence s'appliquent de la même manière lorsque la demande de modification est déposée à l'extrême limite du délai d'instruction, obligeant ainsi l'autorité compétente à arbitrer très rapidement entre la décision de se prononcer en l'état et celle de proroger le délai d'instruction.

LA SEMAINE JURIDIQUE ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES n°26, 29 juin 2026, 2219